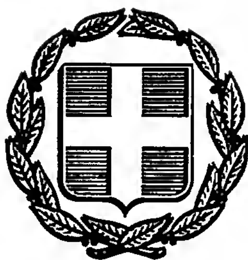


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 9 ΙΟΥΛΙΟΥ 1992	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 118

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2068

Κύρωση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την προστασία του ατόμου από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Ευρωπαϊκή Σύμβαση "για την προστασία του ατόμου από την αυτοματοποιημένη επεξεργασία πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα", που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 28 Ιανουαρίου 1981. Το κείμενο της σύμβασης στο πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

PREAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la presente Convention.

Considerant que le but du Conseil de l'Europe est de realiser une union plus etroite entre ses membres, dans le respect notamment de la preeminence du droit ainsi que des droits de l'homme et des libertes fondamentales;

Considerant qu'il est souhaitable d'etendre la protection des droits et des libertes fondamentales de chacun, notamment le droit au respect de la vie privee, eu egard a l'intensification de la circulation a travers les frontieres des donnees a caractere personnel faisant l'object de traitements automatises;

Reaffirmant en meme temps leur engagement en faveur de la liberte d'information sans consideration de frontieres;

Reconnaissant la necessite de concilier les valeurs fondamentales du respect de la vie privee et de la libre circulation de l'information entre les peuples.

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er
Objet et but

Le but de la presente Convention est de garantir, sur le territoire de chaque Partie, a toute personne physique, quelles que soient sa nationalite ou sa residence, le respect de ses droits et de ses libertes fondamentales, et notamment de son droit a la vie privee, a l'egard du traitement automatise des donnees a caractere personnel la concernant ("protection des donnees").

Article 2
Definitions

Aux fins de la presente Convention:

a. "donnees a caractere personnel" signifie: toute information concernant une personne physique identifiee ou identifiable ("personne concernee").

b. "fichier automatise" signifie: tout ensemble d'informations faisant l'objet d'un traitement automatise:

c. "traitement automatise" s'entend des operations suivantes effectuees en totalite ou en partie a l'aide de procedes automatises: enregistrement des donnees, application a ces donnees d'operations logiques et/ou arithmetiques, leur modification, effacement, extraction ou diffusion:

d. "maitre du fichier" signifie: la personne physique ou morale, l'autorite publique, le service ou tout autre organisme qui est competent selon la loi nationale, pour decider quelle sera la finalite du fichier automatise, quelles categories de donnees a caractere personnel doivent etre enregistrees et quelles operations leur seront appliquees.

Article 3

Champ d'application

1. Les Parties s'engagent à appliquer la présente Convention aux fichiers et aux traitements automatisés de données à caractère personnel dans les secteurs public et privé.

2. Tout Etat peut, lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment ultérieur, faire connaître par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe :

a. qu'il n'appliquera pas la présente Convention à certaines catégories de fichiers automatisés de données à caractère personnel dont une liste sera déposée. Il ne devra toutefois pas inclure dans cette liste des catégories de fichiers automatisés assujetties selon son droit interne à des dispositions de protection des données. En conséquence, il devra amender cette liste par une nouvelle déclaration lorsque des catégories supplémentaires de fichiers automatisés de données à caractère personnel seront assujetties à son régime de protection des données ;

b. qu'il appliquera la présente Convention également à des informations afférentes à des groupements, associations, fondations, sociétés, corporations ou à tout autre organisme regroupant directement ou indirectement des personnes physiques et jouissant ou non de la personnalité juridique ;

c. qu'il appliquera la présente Convention également aux fichiers de données à caractère personnel ne faisant pas l'objet de traitements automatisés.

3. Tout Etat qui a étendu le champ d'application de la présente Convention par l'une des déclarations visées aux alinéas 2.*b* ou *c* ci-dessus peut, dans ladite déclaration, indiquer que les extensions ne s'appliqueront qu'à certaines catégories de fichiers à caractère personnel dont la liste sera déposée.

4. Toute Partie qui a exclu certaines catégories de fichiers automatisés de données à caractère personnel par la déclaration prévue à l'alinéa 2.*a* ci-dessus ne peut pas prétendre à l'application de la présente Convention à de telles catégories par une Partie qui ne les a pas exclues.

5. De même, toute Partie qui n'a pas procédé à l'une ou à l'autre des extensions prévues aux paragraphes 2.*b* et *c* du présent article ne peut se prévaloir de l'application de la présente Convention sur ces points à l'égard de toute Partie qui a procédé à de telles extensions.

6. Les déclarations prévues au paragraphe 2 du présent article prendront effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat qui les a formulées, si cet Etat les a faites lors de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou trois mois après leur réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe si elles ont été formulées à un moment ultérieur. Ces déclarations pourront être retirées en tout ou en partie par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet trois mois après la date de réception d'une telle notification.

CHAPITRE II — PRINCIPES DE BASE POUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Article 4

Engagements des Parties

1. Chaque Partie prend, dans son droit interne, les mesures nécessaires pour donner effet aux principes de base pour la protection des données énoncés dans le présent chapitre.

2. Ces mesures doivent être prises au plus tard au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard.

Article 5

Qualité des données

Les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé sont :

a. obtenues et traitées loyalement et licitement ;

b. enregistrées pour des finalités déterminées et légitimes et ne sont pas utilisées de manière incompatible avec ces finalités ;

c. adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées ;

d. exactes et si nécessaire mises à jour ;

e. conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées.

Article 6

Catégories particulières de données

Les données à caractère personnel révélant l'origine raciale, les opinions politiques, les convictions religieuses ou autres convictions, ainsi que les données à caractère personnel relatives à la santé ou à la vie sexuelle, ne peuvent être traitées automatiquement à moins que le droit interne ne prévoie des garanties appropriées. Il en est de même des données à caractère personnel concernant des condamnations pénales.

Article 7

Sécurité des données

Des mesures de sécurité appropriées sont prises pour la protection des données à caractère personnel enregistrées dans des fichiers automatisés contre la destruction accidentelle ou non autorisée, ou la perte accidentelle, ainsi que contre l'accès, la modification ou la diffusion non autorisés.

Article 8

Garanties complémentaires pour la personne concernée

Toute personne doit pouvoir :

a. connaître l'existence d'un fichier automatisé de données à caractère personnel, ses finalités principales, ainsi que l'identité et la résidence habituelle ou le principal établissement du maître du fichier ;

b. obtenir à des intervalles raisonnables et sans délais ou frais excessifs la confirmation de l'existence ou non dans le fichier automatisé, de données à caractère personnel la concernant ainsi que la communication de ces données sous une forme intelligible ;

c. obtenir, le cas échéant, la rectification de ces données ou leur effacement lorsqu'elles ont été traitées en violation des dispositions du droit interne donnant effet aux principes de base énoncés dans les articles 5 et 6 de la présente Convention ;

d. disposer d'un recours s'il n'est pas donné suite à une demande de confirmation ou, le cas échéant, de communication, de rectification ou d'effacement, visée aux paragraphes *b* et *c* du présent article.

Article 9

Exceptions et restrictions

1. Aucune exception aux dispositions des articles 5, 6 et 8 de la présente Convention n'est admise, sauf dans les limites définies au présent article.

2. Il est possible de déroger aux dispositions des articles 5, 6 et 8 de la présente Convention lorsqu'une telle dérogation, prévue par la loi de la Partie, constitue une mesure nécessaire dans une société démocratique :

a. à la protection de la sécurité de l'Etat, à la sûreté publique, aux intérêts monétaires de l'Etat ou à la répression des infractions pénales ;

b. à la protection de la personne concernée et des droits et libertés d'autrui.

3. Des restrictions à l'exercice des droits visés aux paragraphes *b*, *c* et *d* de l'article 8 peuvent être prévues par la loi pour les fichiers automatisés de données à caractère personnel utilisés à des fins de statistiques ou de recherches scientifiques, lorsqu'il n'existe manifestement pas de risques d'atteinte à la vie privée des personnes concernées.

Article 10

Sanctions et recours

Chaque Partie s'engage à établir des sanctions et recours appropriés visant les violations aux dispositions du droit interne donnant effet aux principes de base pour la protection des données énoncés dans le présent chapitre.

Article 11

Protection plus étendue

Aucune des dispositions du présent chapitre ne sera interprétée comme limitant ou portant atteinte à la faculté pour chaque Partie d'accorder aux personnes concernées une protection plus étendue que celle prévue par la présente Convention.

CHAPITRE III — FLUX TRANSFRONTIÈRES DE DONNÉES

Article 12

Flux transfrontières de données à caractère personnel et droit interne

1. Les dispositions suivantes s'appliquent aux transferts à travers les frontières nationales, quel que soit le support utilisé, de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé ou rassemblées dans le but de les soumettre à un tel traitement.

2. Une Partie ne peut pas, aux seules fins de la protection de la vie privée, interdire ou soumettre à une autorisation spéciale les flux transfrontières de données à caractère personnel à destination du territoire d'une autre Partie.

3. Toutefois, toute Partie a la faculté de déroger aux dispositions du paragraphe 2 :

a. dans la mesure où sa législation prévoit une réglementation spécifique pour certaines catégories de données à caractère personnel ou de fichiers automatisés de données à caractère personnel, en raison de la nature de ces données ou de ces fichiers, sauf si la réglementation de l'autre Partie apporte une protection équivalente ;

b. lorsque le transfert est effectué à partir de son territoire vers le territoire d'un Etat non contractant par l'intermédiaire du territoire d'une autre Partie, afin d'éviter que de tels transferts n'aboutissent à contourner la législation de la Partie visée au début du présent paragraphe.

CHAPITRE IV — ENTRAIDE

Article 13

Coopération entre les Parties

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement assistance pour la mise en œuvre de la présente Convention.

2. A cette fin,

a. chaque Partie désigne une ou plusieurs autorités dont elle communique la dénomination et l'adresse au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe ;

b. chaque Partie qui a désigné plusieurs autorités indique dans la communication visée à l'alinéa précédent la compétence de chacune de ces autorités.

3. Une autorité désignée par une Partie, à la demande d'une autorité désignée par une autre Partie :

a. fournira des informations sur son droit et sur sa pratique administrative en matière de protection des données ;

b. prendra, conformément à son droit interne et aux seules fins de la protection de la vie privée, toutes mesures appropriées pour fournir des informations de fait concernant un traitement automatisé déterminé effectué sur son territoire à l'exception toutefois des données à caractère personnel faisant l'objet de ce traitement.

Article 14

Assistance aux personnes concernées ayant leur résidence à l'étranger

1. Chaque Partie prête assistance à toute personne ayant sa résidence à l'étranger pour l'exercice des droits prévus par son droit interne donnant effet aux principes énoncés à l'article 8 de la présente Convention.

2. Si une telle personne réside sur le territoire d'une autre Partie, elle doit avoir la faculté de présenter sa demande par l'intermédiaire de l'autorité désignée par cette Partie.

3. La demande d'assistance doit contenir toutes les indications nécessaires concernant notamment :

a. le nom, l'adresse et tous autres éléments pertinents d'identification concernant le requérant ;

b. le fichier automatisé de données à caractère personnel auquel la demande se réfère ou le maître de ce fichier ;

c. le but de la demande.

Article 15

Garanties concernant l'assistance fournie par les autorités désignées

1. Une autorité désignée par une Partie qui a reçu des informations d'une autorité désignée par une autre Partie, soit à l'appui d'une demande d'assistance, soit en réponse à une demande d'assistance qu'elle a formulée elle-même, ne pourra faire usage de ces informations à des fins autres que celles spécifiées dans la demande d'assistance.

2. Chaque Partie veillera à ce que les personnes appartenant ou agissant au nom de l'autorité désignée soient liées par des obligations appropriées de secret ou de confidentialité à l'égard de ces informations.

3. En aucun cas, une autorité désignée ne sera autorisée à faire, aux termes de l'article 14, paragraphe 2, une demande d'assistance au nom d'une personne concernée résidant à l'étranger, de sa propre initiative et sans le consentement exprès de cette personne.

Article 16

Refus des demandes d'assistance

Une autorité désignée, saisie d'une demande d'assistance aux termes des articles 13 et 14 de la présente Convention, ne peut refuser d'y donner suite que si :

a. la demande est incompatible avec les compétences, dans le domaine de la protection des données, des autorités habilitées à répondre ;

b. la demande n'est pas conforme aux dispositions de la présente Convention ;

c. l'exécution de la demande serait incompatible avec la souveraineté, la sécurité ou l'ordre public de la Partie qui l'a désignée, ou avec les droits et libertés fondamentales des personnes relevant de la juridiction de cette Partie.

Article 17

Frais et procédures de l'assistance

1. L'entraide que les Parties s'accordent aux termes de l'article 13, ainsi que l'assistance qu'elles prêtent aux personnes concernées résidant à l'étranger aux termes de l'article 14, ne donnera pas lieu au paiement des frais et droits autres que ceux afférents aux experts et aux interprètes. Ces frais et droits seront à la charge de la Partie qui a désigné l'autorité qui a fait la demande d'assistance.

2. La personne concernée ne peut être tenue de payer, en liaison avec les démarches entreprises pour son compte sur le territoire d'une autre Partie, des frais et droits autres que ceux exigibles des personnes résidant sur le territoire de cette Partie.

3. Les autres modalités relatives à l'assistance concernant notamment les formes et procédures ainsi que les langues à utiliser seront établies directement entre les Parties concernées.

CHAPITRE V — COMITÉ CONSULTATIF

Article 18

Composition du Comité

1. Un Comité consultatif est constitué après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Toute Partie désigne un représentant et un suppléant à ce Comité. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie à la Convention a le droit de se faire représenter au Comité par un observateur.

3. Le Comité consultatif peut, par une décision prise à l'unanimité, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie à la Convention à se faire représenter par un observateur à l'une de ses réunions.

Article 19

Fonctions du Comité

Le Comité consultatif :

a. peut faire des propositions en vue de faciliter ou d'améliorer l'application de la Convention ;

b. peut faire des propositions d'amendement à la présente Convention conformément à l'article 21 ;

c. formule un avis sur toute proposition d'amendement à la présente Convention qui lui est soumis conformément à l'article 21, paragraphe 3 ;

d. peut, à la demande d'une Partie, exprimer un avis sur toute question relative à l'application de la présente Convention.

Article 20

Procédure

1. Le Comité consultatif est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Il tient sa première réunion dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention. Il se réunit par la suite au moins une fois tous les deux ans et, en tout cas, chaque fois qu'un tiers des représentants des Parties demande sa convocation.

2. La majorité des représentants des Parties constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité consultatif.

3. A l'issue de chacune de ses réunions, le Comité consultatif soumet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention.

4. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité consultatif établit son règlement intérieur.

CHAPITRE VI — AMENDEMENTS

Article 21

Amendements

1. Des amendements à la présente Convention peuvent être proposés par une Partie, par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe ou par le Comité consultatif.

2. Toute proposition d'amendement est communiquée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe aux Etats membres du Conseil de l'Europe et à chaque Etat non membre qui a adhéré ou a été invité à adhérer à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 23.

3. En outre, tout amendement proposé par une Partie ou par le Comité des Ministres est communiqué au Comité consultatif qui soumet au Comité des Ministres son avis sur l'amendement proposé.

4. Le Comité des Ministres examine l'amendement proposé et tout avis soumis par le Comité consultatif et peut approuver l'amendement.

5. Le texte de tout amendement approuvé par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 4 du présent article est transmis aux Parties pour acceptation.

6. Tout amendement approuvé conformément au paragraphe 4 du présent article entrera en vigueur le trentième jour après que toutes les Parties auront informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

CHAPITRE VII — CLAUSES FINALES

Article 22

Entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

3. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

Adhésion d'Etats non membres

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.*d* du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérant, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 24

Clause territoriale

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 25

Réserves

Aucune réserve n'est admise aux dispositions de la présente Convention.

Article 26

Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 27

Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 22, 23 et 24 ;

d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 28 janvier 1981, en francais et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΟΥ ΑΤΟΜΟΥ ΑΠΟ ΤΗΝ ΑΥΤΟΜΑΤΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΕΠΕΞΕΡΓΑΣΙΑ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΥ ΧΑΡΑΚΤΗΡΑ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα υπογράφοντα την παρούσα σύμβαση Κράτη – μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης·

Λαμβάνοντας υπόψη ότι σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι να πραγματοποιήσει μια πιο στενή ένωση μεταξύ των μελών του με το σεβασμό ιδίως της υπερισχύος του δικαίου, καθώς και των δικαιωμάτων του ανθρώπου και των θεμελιωδών ελευθεριών·

Λαμβάνοντας υπόψη ότι επιθυμητό είναι να επεκταθεί η προστασία των δικαιωμάτων και των θεμελιωδών ελευθεριών του καθενός και ειδικά το δικαίωμα του σεβασμού του ιδιωτικού βίου, εν όψει της εντατικοποιήσεως της κυκλοφορίας, δια μέσου των συνόρων, των πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα οι οποίες καθίστανται αντικείμενο αυτοματοποιημένης επεξεργασίας·

Επιβεβαιώνοντας ταυτόχρονα τη δέσμευσή τους υπέρ της ελεύθερης πληροφόρησης χωρίς να λαμβάνονται υπόψη τα σύνορα·

Αναγνωρίζοντας την ανάγκη του συμβιβασμού μεταξύ των θεμελιωδών αξιών, αφ' ενός του σεβασμού του ιδιωτικού βίου και, αφ' ετέρου της ελεύθερης κυκλοφορίας των πληροφοριών μεταξύ των λαών.

Συμφωνούν και αποδέχονται τα ακόλουθα:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ Ι
ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1
Αντικείμενο και σκοπός

Σκοπός της παρούσας σύμβασης είναι η εξασφάλιση στο έδαφος κάθε συμβαλλόμενου μέρους, σε κάθε φυσικό πρόσωπο, ασχέτως από την υπηκοότητά του ή την κατοικία του, του σεβασμού των δικαιωμάτων του και των θεμελιωδών του ελευθεριών και ειδικά του δικαιώματος του ιδιωτικού του βίου, έναντι της αυτοματοποιημένης επεξεργασίας των πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα που το αφορούν (προστασία των προσωπικών πληροφοριών).

Άρθρο 2
Ορισμοί

Για τους σκοπούς της παρούσας σύμβασης:

α) "Πληροφορίες προσωπικού χαρακτήρα", (προσωπικές πληροφορίες) σημαίνει κάθε πληροφορία η οποία αφορά συγκεκριμένο φυσικό πρόσωπο ή πρόσωπο του οποίου η ταυτότητα δύναται να προσδιορισθεί ("πρόσωπο το οποίο αφορά η πληροφορία"),

β) "αυτοματοποιημένο αρχείο" σημαίνει κάθε σύνολο πληροφοριών που αποτελούν αντικείμενο αυτοματοποιημένης επεξεργασίας,

γ) "αυτοματοποιημένη επεξεργασία", σημαίνει τις ακόλουθες πράξεις που εκτελούνται στο σύνολό τους ή εν μέρει με τη βοήθεια αυτοματοποιημένων μέσων: καταχώριση των πληροφοριών, εφαρμογή στις πληροφορίες αυτές λογικών ή/ και αριθμητικών μεθόδων, τροποποίησή τους, διαγραφή, απόσπαση ή μετάδοσή τους,

δ) "κύριος του αρχείου" είναι το φυσικό ή νομικό πρόσωπο, ή δημόσια αρχή, η υπηρεσία, ή οποιοσδήποτε άλλος οργανισμός, ο οποίος είναι αρμόδιος, σύμφωνα με τον εθνικό νόμο, να αποφασίζει ποιος θα είναι ο σκοπός του αυτοματοποιημένου αρχείου, ποιες κατηγορίες πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα πρέπει να καταχωρίζονται και ποιες διαδικασίες θα έχουν εφαρμογή σε αυτές.

Άρθρο 3
Πεδίο εφαρμογής

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να εφαρμόζουν την παρούσα σύμβαση στα αρχεία και τις αυτοματοποιημένες επεξεργασίες των πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα στο δημόσιο και στον ιδιωτικό τομέα.

2. Κάθε κράτος δύναται, κατά την υπογραφή ή κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, ή και σε μεταγενέστερο χρόνο, να γνωστοποιεί με δήλωση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης:

α) Ότι δεν θα εφαρμόσει την παρούσα Σύμβαση σε ορισμένες κατηγορίες αυτοματοποιημένων αρχείων πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα, για τις οποίες θα κατατίθεται κατάλογος. Δεν θα πρέπει όμως να συμπεριλαμβάνει στον κατάλογο αυτόν, κατηγορίες αυτοματοποιημένων αρχείων που υπόκεινται, σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο, σε διατάξεις προστασίας πληροφοριών. Κατά συνέπεια, θα πρέπει να τροποποιεί τον κατάλογο αυτόν με νέα δήλωση, όταν και άλλες κατηγορίες αυτοματοποιημένων αρχείων πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα θα υποβάλλονται στο καθεστώς προστασίας των πληροφοριών.

β) Ότι θα εφαρμόσει την παρούσα σύμβαση και σε πληροφορίες συναφείς με ομάδες, ενώσεις, ιδρύματα, εταιρείες, σωματεία ή οποιοδήποτε άλλο οργανισμό, ο οποίος ενώνει, άμεσα ή έμμεσα, φυσικά πρόσωπα, τα οποία έχουν ή όχι νομική προσωπικότητα.

γ) Ότι θα εφαρμόσει την παρούσα σύμβαση και στα αρχεία πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα που δεν αποτελούν αντικείμενο αυτόματοποιημένης επεξεργασίας.

3. Κάθε κράτος το οποίο έχει επεκτείνει το πεδίο εφαρμογής της παρούσας σύμβασης με μία από τις δηλώσεις, που αναφέρονται στα εδάφια 2β' ή γ' ως άνω, δύναται να αναφέρει στην εν λόγω δήλωση ότι οι επεκτάσεις δεν θα εφαρμόζονται παρά μόνο σε μερικές κατηγορίες αρχείων πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα, των οποίων ο κατάλογος θα κατατίθεται.

4. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος που έχει αποκλείσει μερικές κατηγορίες αυτοματοποιημένων αρχείων πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα βάσει της δηλώσεως, που προβλέπεται στο εδάφιο 2α' ως άνω, δεν δύναται να αξιώσει την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης σε τέτοιες κατηγορίες από συμβαλλόμενο μέρος το οποίο δεν τις έχει αποκλείσει.

5. Επίσης, κάθε συμβαλλόμενο μέρος που δεν έχει προβεί σε μια από τις επεκτάσεις, που προβλέπονται στις παραγράφους 2β' και γ' του παρόντος άρθρου, δεν δύναται να επωφεληθεί από την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης στα σημεία αυτά έναντι άλλου συμβαλλόμενου μέρους που έχει προβεί σε τέτοιες επεκτάσεις.

6. Οι δηλώσεις οι οποίες προβλέπονται στην παράγραφο 2 του παρόντος άρθρου θα ισχύουν από την έναρξη ισχύος

της σύμβασης ως προς το κράτος το οποίο τις διατύπωσε, αν το κράτος προέβη σ' αυτές κατά την υπογραφή ή κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, ή τρεις μήνες μετά από την παραλαβή τους από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, αν διατυπώθηκαν σε μεταγενέστερο χρόνο.

Οι δηλώσεις αυτές θα μπορούν να ανακαλούνται εξ ολοκλήρου ή εν μέρει, με γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Η ανάκληση θα αρχίζει να ισχύει τρεις μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙ
ΒΑΣΙΚΕΣ ΑΡΧΕΣ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΩΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ

Άρθρο 4
Υποχρεώσεις των συμβαλλόμενων μερών

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος λαμβάνει, στο πλαίσιο του εσωτερικού του δικαίου, τα απαραίτητα μέτρα για την εφαρμογή των βασικών αρχών προστασίας των πληροφοριών, που απαριθμούνται στο παρόν κεφάλαιο.

2. Τα μέτρα αυτά πρέπει να ληφθούν το αργότερο κατά την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης έναντι του συμβαλλόμενου αυτού μέρους.

Άρθρο 5
Ποιότητα των πληροφοριών

Οι πληροφορίες προσωπικού χαρακτήρα που γίνονται αντικείμενο αυτοματοποιημένης επεξεργασίας:

α) Αποκτώνται και υφίστανται επεξεργασία κατά τρόπο έντιμο και νόμιμο.

β) Καταχωρίζονται για ορισμένους και νόμιμους σκοπούς και δεν χρησιμοποιούνται κατά τρόπο ασυμβίβαστο προς τους σκοπούς αυτούς.

γ) Είναι πρόσφορες, προσήκουσες και όχι υπέρμετρες σε σχέση με τους σκοπούς για τους οποίους έχουν καταχωρισθεί.

δ) Είναι ακριβείς και αν χρειάζεται γίνεται ενημέρωσή τους.

ε) Διατηρούνται υπό μορφή που επιτρέπει την εξακρίβωση της ταυτότητας των προσώπων τα οποία αφορούν οι πληροφορίες για χρονικό διάστημα που δεν υπερβαίνει εκείνο που είναι αναγκαίο για την εξυπηρέτηση των σκοπών για τους οποίους έχουν καταχωρισθεί.

Άρθρο 6
Ειδικές κατηγορίες πληροφοριών

Οι πληροφορίες προσωπικού χαρακτήρα που αποκαλύπτουν τη φυλετική προέλευση, τα πολιτικά φρονήματα, τις θρησκευτικές ή άλλες πεποιθήσεις, όπως και οι πληροφορίες προσωπικού χαρακτήρα, που σχετίζονται με την υγεία ή τη σεξουαλική ζωή, δεν δύνανται να αποτελέσουν αντικείμενο αυτοματοποιημένης επεξεργασίας, εάν το εσωτερικό δίκαιο δεν προβλέπει κατάλληλες εγγυήσεις.

Το αυτό ισχύει για τις πληροφορίες προσωπικού χαρακτήρα που αφορούν ποινικές καταδίκες.

Άρθρο 7
Ασφάλεια των πληροφοριών

Κατάλληλα μέτρα ασφαλείας λαμβάνονται για την προστασία των πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα που έχουν καταχωρισθεί σε αυτοματοποιημένα αρχεία από συμπτωματική ή μη επιτρεπόμενη καταστροφή ή από συμπτωματική απώλεια, καθώς και από πρόσβαση σε αυτές, τροποποίηση ή μετάδοσή τους χωρίς την απαιτούμενη άδεια.

Άρθρο 8
Συμπληρωματικές εγγυήσεις για το πρόσωπο το οποίο αφορούν οι πληροφορίες.

Κάθε πρόσωπο πρέπει να δύναται:

α) Να γνωρίζει την ύπαρξη αυτοματοποιημένων αρχείων προσωπικού χαρακτήρα, τους κυριότερους σκοπούς τους, καθώς και την ταυτότητα και τη συνήθη κατοικία ή την κύρια εγκατάσταση του κυρίου των αρχείων.

β) Να λαμβάνει σε εύλογα διαστήματα, χωρίς υπέρμετρες προθεσμίες και έξοδα, επιβεβαίωση της υπάρξεως ή όχι, στα αυτοματοποιημένα αρχεία, πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα που το αφορούν όπως και κοινοποίηση των πληροφοριών αυτών σε κατανοητή μορφή.

γ) Να λαμβάνει, εφόσον συντρέχει περίπτωση, τη διόρθωση των πληροφοριών αυτών ή τη διαγραφή τους όταν έχουν αποτελέσει αντικείμενο επεξεργασίας κατά παράβαση των διατάξεων του εσωτερικού δικαίου που θέτουν σε εφαρμογή τις βασικές αρχές οι οποίες εξαγγέλλονται στα άρθρα 5 και 6 της παρούσας σύμβασης.

δ) Να διαθέτει μέσο προσφυγής, αν δεν δόθηκε συνέχεια σε αίτηση επιβεβαίωσης ή, εφόσον συντρέχει περίπτωση, κοινοποίησης, διόρθωσης ή διαγραφής, που αναφέρονται στις παραγράφους β' και γ' του παράντος άρθρου.

Άρθρο 9
Εξαιρέσεις και περιορισμοί

1. Καμία εξαίρεση δεν επιτρέπεται στις διατάξεις των άρθρων 5, 6 και 8 της παρούσας σύμβασης, πέραν των ορίων, που καθορίζονται στο παρόν άρθρο.

2. Παρέκκλιση από τις διατάξεις των άρθρων 5,6 και 8 της παρούσας σύμβασης είναι δυνατή, όταν αυτή προβλέπεται από διάταξη νόμου του συμβαλλόμενου μέρους και αποτελεί απαραίτητο μέτρο σε μια δημοκρατική κοινωνία:

α) για την προστασία της ασφάλειας του Κράτους, τη δημόσια ασφάλεια, τα νομισματικά συμφέροντα του Κράτους ή την καταστολή των ποινικών παραβάσεων'

β) για την προστασία του προσώπου το οποίο αφορούν οι πληροφορίες, όπως και των δικαιωμάτων και ελευθεριών τρίτων.

3. Περιορισμοί στην άσκηση των δικαιωμάτων, που αναφέρονται στις παραγράφους β', γ' και δ' του άρθρου 8, μπορεί να προβλέπονται από το νόμο για τα αυτοματοποιημένα αρχεία πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα που χρησιμοποιούνται για στατιστικούς σκοπούς ή για επιστημονικές έρευνες, όταν προφανώς δεν υπάρχει κίνδυνος προσβολής του ιδιωτικού βίου των προσώπων, τα οποία αφορούν οι πληροφορίες.

Άρθρο 10
Ποινές και Προσφυγές

Κάθε συμβαλλόμενο μέρος αναλαμβάνει την υποχρέωση να καθορίσει κατάλληλες ποινές και προσφυγές για τις παραβιάσεις των διατάξεων του εσωτερικού δικαίου που θέτουν σε εφαρμογή βασικές αρχές για την προστασία των πληροφοριών, οι οποίες αναφέρονται στο παρόν κεφάλαιο.

Άρθρο 11
Ευρύτερη προστασία

Καμία από τις διατάξεις του παράντος κεφαλαίου δεν

θα ερμηνεύεται ως περιορίζουσα ή προσβάλλουσα τη δυνατότητα κάθε συμβαλλόμενου μέρους να παραχωρήσει στα πρόσωπα τα οποία αφορούν οι πληροφορίες προστασία ευρύτερη από εκείνη, που προβλέπεται από την παρούσα σύμβαση.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III
ΔΙΑΣΥΝΟΡΙΑΚΗ ΡΟΗ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ

Άρθρο 12
Διασυνοριακή ροή πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα και εσωτερικό δίκαιο

1. Οι ακόλουθες διατάξεις εφαρμόζονται στις μεταβιβάσεις δια μέσου των εθνικών συνόρων, οποιοδήποτε τεχνικό μέσον και αν χρησιμοποιείται γι' αυτόν το σκοπό, πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα που αποτελούν αντικείμενο αυτοματοποιημένης επεξεργασίας ή που συγκεντρώθηκαν με σκοπό να υποβληθούν σε τέτοια επεξεργασία.

2. Τα συμβαλλόμενα μέρη δεν δύνανται, με μοναδικό σκοπό την προστασία του ιδιωτικού βίου, να απαγορεύουν ή να υποβάλλουν σε ειδική άδεια τη διασυνοριακή ροή των πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα, που προορίζονται για το έδαφος άλλου συμβαλλόμενου μέρους.

3. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος έχει ωστόσο το δικαίωμα να παρεκκλίνει από τις διατάξεις της παραγράφου 2:

α) Στο μέτρο που η νομοθεσία του προβλέπει ειδική ρύθμιση για ορισμένες κατηγορίες πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα ή αυτοματοποιημένα αρχεία πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα, λόγω της φύσης των πληροφοριών ή των αρχείων αυτών, εκτός αν η ρύθμιση του άλλου συμβαλλόμενου μέρους προσφέρει ανάλογη προστασία.

β) Όταν η μεταβίβαση πραγματοποιείται από το έδαφός του προς το έδαφος ενός μη συμβαλλόμενου μέρους μέσω εδάφους άλλου συμβαλλόμενου μέρους, προκειμένου να αποφεύγεται να καταλήγουν τέτοιες μεταβιβάσεις σε περιγραφή της νομοθεσίας του συμβαλλόμενου μέρους, που αναφέρεται στην αρχή της παρούσας παραγράφου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV
ΑΜΟΙΒΑΙΑ ΣΥΝΔΡΟΜΗ

Άρθρο 13
Συνεργασία μεταξύ των συμβαλλόμενων μερών

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν την υποχρέωση να προσφέρουν αμοιβαία συνδρομή για τη θέση σε εφαρμογή της παρούσας σύμβασης.

2. Για το σκοπό αυτόν:

α) Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ορίζει μία ή περισσότερες αρχές, των οποίων κοινοποιεί την ονομασία και τη διεύθυνση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

β) Κάθε συμβαλλόμενο μέρος, το οποίο όρισε περισσότερες αρχές, αναφέρει στην κοινοποίηση του προηγούμενου εδαφίου την αρμοδιότητα καθεμιάς από τις αρχές αυτές.

3. Αρχή η οποία ορίσθηκε από συμβαλλόμενο μέρος οφείλει, μετά από αίτηση αρχής που ορίσθηκε από άλλο συμβαλλόμενο μέρος:

α) Να παρέχει πληροφορίες για το δίκαιό του και τη διοικητική πρακτική του σχετικά με την προστασία των πληροφοριών.

β) Να λαμβάνει, σύμφωνα με το εσωτερικό του δίκαιο και με μοναδικό σκοπό την προστασία του ιδιωτικού βίου, όλα τα κατάλληλα μέτρα για την παροχή πληροφοριών ουσίας, που αφορούν αυτοματοποιημένη επεξεργασία πραγματοποιούμενη στο έδαφός του, με εξαίρεση πάντως τις πληροφορίες προσωπικού χαρακτήρα, οι οποίες αποτελούν αντικείμενο της επεξεργασίας αυτής.

Άρθρο 14
Συνδρομή στα πρόσωπα τα οποία αφορούν οι πληροφορίες και τα οποία διαμένουν στο εξωτερικό

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος προσφέρει συνδρομή σε οποιοδήποτε πρόσωπο διαμένει στο εξωτερικό, για την άσκηση των δικαιωμάτων τα οποία προβλέπονται από το εσωτερικό του δίκαιο κατ' εφαρμογήν των βασικών αρχών, που αναφέρονται στο άρθρο 8 της παρούσας σύμβασης.

2. Αν ένα τέτοιο πρόσωπο διαμένει στο έδαφος άλλου συμβαλλόμενου μέρους, πρέπει να έχει τη δυνατότητα να υποβάλει την αίτησή του δια μέσου της Αρχής, η οποία ορίζεται από το συμβαλλόμενο αυτό μέρος.

3. Η αίτηση συνδρομής πρέπει να περιλαμβάνει όλα τα απαραίτητα στοιχεία, που αφορούν ιδίως:

α) Το όνομα, τη διεύθυνση και όλα τα άλλα προσήκοντα στοιχεία ταυτότητας που αφορούν τον αιτούντα.

β) Το αυτοματοποιημένο αρχείο πληροφοριών προσωπικού χαρακτήρα, στο οποίο αναφέρεται η αίτηση, ή τον υπεύθυνο του αρχείου.

γ) Το σκοπό της αίτησης.

Άρθρο 15
Εγγυήσεις οι οποίες αφορούν τη συνδρομή που παρέχεται από τις ορισθείσες Αρχές

1. Αρχή η οποία ορίσθηκε από συμβαλλόμενο μέρος, το οποίο έλαβε πληροφορίες από Αρχή, που ορίσθηκε από άλλο συμβαλλόμενο μέρος, είτε προς υποστήριξη αίτησης συνδρομής είτε σε απάντηση αίτησης συνδρομής, που διατύπωσε η ίδια, δεν δύναται να κάνει χρήση των πληροφοριών αυτών για σκοπούς άλλους από αυτούς, οι οποίοι προσδιορίζονται στην αίτηση συνδρομής.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος οφείλει να μεριμνά, ώστε τα πρόσωπα που ανήκουν ή ενεργούν εν ονόματι της Αρχής που ορίσθηκε, να δεσμεύονται από τη δέουσα υποχρέωση τήρησης του απορρήτου ή της εχεμύθειας έναντι των πληροφοριών αυτών.

3. Σε καμία περίπτωση δεν θα επιτρέπεται σε ορισθείσα Αρχή, να υποβάλει, σύμφωνα με το άρθρο 14 παράγραφος 2, αίτηση συνδρομής εν ονόματι προσώπου, το οποίο αφορούν οι πληροφορίες και το οποίο διαμένει στο εξωτερικό, με δική της πρωτοβουλία και χωρίς ρητή συναίνεση του προσώπου αυτού.

Άρθρο 16
Άρνηση των αιτήσεων συνδρομής

Ορισθείσα Αρχή, η οποία έλαβε αίτηση συνδρομής, σύμφωνα με τα άρθρα 13 και 14 της παρούσας σύμβασης, δεν δύναται να αρνηθεί να την εξετάσει, παρά μόνο εάν:

α) Η αίτηση είναι ασυμβίβαστη με τις αρμοδιότητες, όσον αφορά το πεδίο προστασίας των πληροφοριών, των Αρχών που είναι εξουσιοδοτημένες να απαντήσουν.

β) Η αίτηση δεν είναι σύμφωνη με τις διατάξεις της παρούσας σύμβασης.

γ) Η εκτέλεση της αίτησης θα ήταν ασυμβίβαστη με την κυριαρχία, την ασφάλεια ή τη δημόσια τάξη του συμβαλλόμενου μέρους που την όρισε, ή με τα δικαιώματα και τις θεμελιώδεις ελευθερίες των προσώπων, που υπόκεινται στη δικαιοδοσία του συμβαλλόμενου αυτού μέρους.

Άρθρο 17
Έξοδα και διαδικασία της συνδρομής

1. Η αμοιβαία συνδρομή, η οποία παρέχεται από τα συμβαλλόμενα μέρη, σύμφωνα με το άρθρο 13, όπως και η συνδρομή που αυτά παρέχουν στα πρόσωπα, τα οποία αφορούν οι πληροφορίες και τα οποία διαμένουν στο εξωτερικό, σύμφωνα με το άρθρο 14, δεν συνεπάγεται την καταβολή των εξόδων και δικαιωμάτων άλλων από εκείνα που αφορούν τους πραγματογνώμονες και διερμηνείς. Αυτά τα έξοδα και δικαιώματα θα επιβαρύνουν το συμβαλλόμενο μέρος, που όρισε την Αρχή, η οποία υπέβαλε την αίτηση συνδρομής.

2. Το πρόσωπο το οποίο αφορούν οι πληροφορίες δεν μπορεί να υποχρεωθεί να πληρώσει, σχετικά με τις ενέργειες που επιχειρήθηκαν για λογαριασμό του στο έδαφος άλλου συμβαλλομένου, έξοδα και δικαιώματα διαφορετικά από εκείνα τα οποία είναι απαιτητά έναντι των προσώπων, τα οποίο διαμένουν στο έδαφος του συμβαλλόμενου αυτού μέρους.

3. Τα λοιπά σχετικά με τη συνδρομή, που αφορούν ιδίως τους τύπους και τις διαδικασίες, όπως και τις γλώσσες οι οποίες θα χρησιμοποιηθούν, καθορίζονται άμεσα μεταξύ των ενδιαφερόμενων συμβαλλόμενων μερών.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V
ΣΥΜΒΟΥΛΕΥΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Άρθρο 18
Συγκρότηση της Επιτροπής

1. Η Συμβουλευτική Επιτροπή συγκροτείται μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης.

2. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος ορίζει έναν αντιπρόσωπο και έναν αναπληρωτή στην Επιτροπή. Κάθε Κράτος - μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης, που δεν είναι συμβαλλόμενο μέρος στη σύμβαση, έχει το δικαίωμα να αντιπροσωπεύεται στην Επιτροπή από έναν παρατηρητή.

3. Η Συμβουλευτική Επιτροπή δύναται, με απόφαση λαμβανόμενη ομόφωνα, να καλέσει κάθε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης, το οποίο δεν είναι συμβαλλόμενο μέρος στη σύμβαση, να αντιπροσωπευθεί σε μία από τις συνόδους της.

Άρθρο 19
Αρμοδιότητες της Επιτροπής

Η Συμβουλευτική Επιτροπή:

α) Δύναται να κάνει προτάσεις προκειμένου να διευκολυνθεί ή βελτιωθεί η εφαρμογή της σύμβασης.

β) Δύναται να κάνει προτάσεις τροποποίησης της παρούσας σύμβασης, σύμφωνα με το άρθρο 21.

γ) Εκφέρει γνώμη σε κάθε πρόταση τροποποίησης της παρούσας σύμβασης που της υποβάλλεται, σύμφωνα με το άρθρο 21 παρ. 3.

δ) Δύναται, αν το ζητήσει συμβαλλόμενο μέρος, να εκφέρει γνώμη για οποιοδήποτε ζήτημα, το οποίο σχετίζεται με την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης.

Άρθρο 20
Διαδικασία

1. Η Συμβουλευτική Επιτροπή συγκαλείται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης. Πραγματοποιεί την πρώτη σύνοδό της εντός του 12μηνου που ακολουθεί την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης. Ακολούθως, συνέρχεται τουλάχιστον μια φορά κάθε δύο χρόνια και, οπωσδήποτε, κάθε φορά που το ένα τρίτο των αντιπροσώπων των συμβαλλόμενων μερών ζητεί τη σύγκλησή της.

2. Η πλειοψηφία των αντιπροσώπων των συμβαλλόμενων μερών αποτελεί την απαραίτητη απαρτία για την πραγματοποίηση συνόδου της Συμβουλευτικής Επιτροπής.

3. Μετά το πέρας κάθε συνόδου της, η Συμβουλευτική Επιτροπή υποβάλλει στην Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης έκθεση για τις εργασίες της και τη λειτουργία της σύμβασης.

4. Η Συμβουλευτική Επιτροπή καταρτίζει τον εσωτερικό της κανονισμό με την επιφύλαξη των διατάξεων της παρούσας σύμβασης.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VI
ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

Άρθρο 21
Τροποποιήσεις

1. Τροποποιήσεις της παρούσας σύμβασης μπορούν να προταθούν από συμβαλλόμενο μέρος, από την Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης και από τη Συμβουλευτική Επιτροπή.

2. Κάθε πρόταση τροποποίησης κοινοποιείται από το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης στα Κράτη-μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και σε κάθε Κράτος μη μέλος, το οποίο έχει προσχωρήσει ή το οποίο έχει κληθεί να προσχωρήσει στην παρούσα σύμβαση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 23.

3. Εξάλλου, κάθε τροποποίηση η οποία προτείνεται από συμβαλλόμενο μέρος ή από την Επιτροπή των Υπουργών κοινοποιείται στη Συμβουλευτική Επιτροπή, η οποία υποβάλλει στην Επιτροπή των Υπουργών τη γνώμη της για την προτεινόμενη τροποποίηση.

4. Η Επιτροπή των Υπουργών εξετάζει την προτεινόμενη τροποποίηση και κάθε γνωμοδότηση, που υποβάλλεται από τη Συμβουλευτική Επιτροπή και δύναται να εγκρίνει την τροποποίηση.

5. Το κείμενο κάθε τροποποίησης, που εγκρίθηκε από την Επιτροπή των Υπουργών, σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου, διαβιβάζεται στα συμβαλλόμενα μέρη για αποδοχή.

6. Κάθε εγκεκριμένη τροποποίηση, σύμφωνα με την παράγραφο 4 του παρόντος άρθρου, θα αρχίζει να ισχύει την 30ή ημέρα από τη γνωστοποίηση της αποδοχής της στο Γενικό Γραμματέα από όλα τα συμβαλλόμενα μέρη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ VII
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 22
Έναρξη ισχύος

1. Η παρούσα σύμβαση είναι ανοικτή στην υπογραφή των Κρατών - μελών του Συμβουλίου της Ευρώπης. Θα υποβληθεί για επικύρωση, αποδοχή και έγκριση. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η παρούσα σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατά την οποία πέντε Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμεύονται από τη σύμβαση, σύμφωνα με τις διατάξεις της προηγούμενης παραγράφου.

3. Για κάθε Κράτος - μέλος το οποίο θα εκδηλώσει αργότερα τη συγκατάθεσή του να δεσμεύεται από τη

σύμβαση, η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη μιας τρίμηνης περιόδου μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 23
Προσχώρηση Κρατών μη μελών

1. Μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας σύμβασης, η Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα δύναται να καλέσει κάθε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης να προσχωρήσει στην παρούσα σύμβαση με απόφαση λαμβανόμενη με την πλειοψηφία του άρθρου 20δ του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης και με ομοφωνία των αντιπροσώπων των συμβαλλόμενων Κρατών τα οποία δικαιούνται να παρίστανται στην Επιτροπή.

2. Για κάθε άλλο Κράτος το οποίο θα προσχωρήσει στη σύμβαση, αυτή θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 24
Εδαφική ρήτρα

1. Κάθε Κράτος δύναται, κατά την υπογραφή ή κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή προσχώρησης, να ορίσει το έδαφος ή τα εδάφη στα οποία θα εφαρμόζεται η παρούσα σύμβαση.

2. Κάθε Κράτος δύναται, εκ των υστέρων ανά πάσα στιγμή, με δήλωση απευθυνόμενη προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επεκτείνει την εφαρμογή της παρούσας σύμβασης σε οποιοδήποτε άλλο έδαφος το οποίο θα ορίζεται στη δήλωση. Η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για το έδαφος αυτό, την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία παραλαβής της δήλωσης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Κάθε δήλωση, η οποία γίνεται δυνάμει των δυο προηγούμενων παραγράφων, θα μπορεί να ανακληθεί, όσον αφορά οποιοδήποτε έδαφος το οποίο ορίζεται στη δήλωση αυτή, με γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη περιόδου έξι μηνών μετά την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 25
Επιφυλάξεις

Καμία επιφύλαξη δεν επιτρέπεται στις διατάξεις της παρούσας σύμβασης.

Άρθρο 26
Καταγγελία

1. Κάθε συμβαλλόμενο μέρος δύναται, ανά πάσα στιγμή, να καταγγείλει την παρούσα σύμβαση απευθύνοντας γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη ημέρα του μηνός που ακολουθεί τη λήξη περιόδου έξι μηνών μετά την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 27
Γνωστοποιήσεις

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιήσει στα Κράτη - μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης και σε κάθε κράτος το οποίο έχει προσχωρήσει στην παρούσα σύμβαση:

α) κάθε υπογραφή,

β) την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

γ) κάθε ημερομηνία έναρξης της ισχύος της παρούσας σύμβασης, σύμφωνα με τα άρθρα της 22, 23 και 24,

δ) κάθε άλλη πράξη, γνωστοποίηση ή κοινοποίηση σχετική με την παρούσα σύμβαση.

Για να πιστοποιηθούν τα ανωτέρω, οι υπογράφοντες, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν την παρούσα σύμβαση.

Έγινε στο Στρασβούργο, στις 28 Ιανουαρίου 1981 στα γαλλικά και αγγλικά, δύο κείμενα που είναι εξίσου αυθεντικά, σε ένα μόνο αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα διαβιβάσει επικυρωμένα αντίγραφα σε καθένα από τα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στη Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε σύμβασης που κυρώνεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 22 παρ. 3 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 27 Ιουνίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΣΩΤ. ΚΟΥΒΕΛΑΣ

ΥΦΥΠ. ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΒΙΡΓ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
Μ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 2 Ιουλίου 1992

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Μ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ